

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 20 septembre 1996, d'une demande d'avis sur un projet de loi "concernant la structure et les taux des droits d'accise sur l'alcool et les boissons alcoolisées", a donné le 10 février 1997 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 20 september 1996 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een wetsontwerp "betreffende de structuur en de accijnstarieven op alcohol en alcoholhoudende dranken", heeft op 10 februari 1997 het volgend advies gegeven :

Examen du projet.Article 2.

La référence à un texte se fait toujours par le rappel de sa nature, de sa date et de l'intitulé sous lequel il a été publié. L'article 2 serait dès lors mieux rédigé comme suit :

"Art. 2. Les codes de la nomenclature combinée, utilisés dans la présente loi, font référence à ceux établis par l'annexe I du règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil des Communautés européennes du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun".

S'il y a lieu de faire référence à cette nomenclature telle qu'elle existait au 19 octobre 1992, on complétera le texte par les mots : "telle que modifiée par le règlement (CEE) n° 2587/91 de la Commission des Communautés européennes du 26 juillet 1991".

Article 3.

L'annexe de la directive (76/766/CEE) du Conseil des Communautés européennes du 27 juillet 1976 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux tables alcoométriques contient la définition suivante du titre alcoométrique : "Le titre alcoométrique volumique d'un mélange hydroalcoolique est le rapport entre le volume d'alcool à l'état pur, à la température de 20°C, contenu

.../...

dans ce mélange et le volume total de ce mélange à la même température".

Mieux vaut, dès lors, écrire :

"Art. 3. Pour l'application de la présente loi, on entend par titre alcoométrique acquis, le rapport entre le volume d'alcool à l'état pur, à la température de 20°C, contenu dans un produit fini et le volume total de ce produit fini à la même température".

Article 4.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5.

Le fonctionnaire délégué, en vue de mettre à jour l'avant-projet de loi, a précisé ce qui suit :

"En ce qui concerne l'article 5, il y a lieu de l'adapter comme suit en vertu de l'arrêté royal du 28 octobre 1996 publié au Moniteur belge du 1er novembre 1996 :

"Art. 5. § 1er. La bière ...

droit d'accise : 32 BEF

droit d'accise spécial : 37 BEF

§ 2. Les taux visés ...

.../...

<u>Production annuelle</u>	<u>Droit d'accise</u>	<u>Droit d'accise spécial</u>
n'excédant pas 12.500 hl	16 BEF	44 BEF
n'excédant pas 25.000 hl	16 BEF	46 BEF
n'excédant pas 50.000 hl	16 BEF	48 BEF
n'excédant pas 75.000 hl	18 BEF	48 BEF
n'excédant pas 200.000 hl	18 BEF	50 BEF"".

En ce qui concerne le texte français, le Conseil d'Etat ne formule aucune observation à cet égard. Le texte néerlandais du paragraphe 3 et du paragraphe 6 devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6.

Le texte néerlandais serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 7.

Selon l'exposé des motifs, le ministre n'aurait à fixer "aucune condition complémentaire par voie réglemen-

.../...

taire", sur la base de l'article 7, alinéa 2, du projet de loi.

Néanmoins, le fonctionnaire délégué n'exclut pas que des mesures réglementaires doivent être prises, dont on ne peut préjuger qu'elles ne seraient que de détail.

C'est pourquoi, il convient que la loi charge le Roi d'arrêter les modalités de contrôle (le cas échéant, en l'autorisant expressément à déléguer au ministre le règlement des questions secondaires).

L'observation vaut également pour les articles 10 et 13.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8.

Au paragraphe 1er, on écrira "... tel que défini au § 2" plutôt que "... tel que défini au paragraphe 2".

En outre, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 9.

Le fonctionnaire délégué propose la mise à jour suivante.

"En ce qui concerne l'article 9, il y a lieu de l'adapter comme suit en vertu de l'arrêté royal du 28 octobre 1996 :

"Art. 9. § 1er. Les vins ...

- vins tranquilles :

droit d'accise : 0 BEF

droit d'accise spécial : 1.900 BEF

- vins mousseux :

droit d'accise : 0 BEF

droit d'accise spécial : 6.500 BEF

§ 2. Le volume ...

§ 3. Un taux d'accise de 0 BEF et un taux d'accise spéciale de 600 BEF sont appliqués à tout type de vin tranquille et de vin mousseux dont le titre alcoométrique n'excède pas 8,5 % vol."".

Le Conseil d'Etat ne formule aucune observation à cet égard en ce qui concerne le texte français. Le texte néerlandais du paragraphe 3 devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 11.

Au paragraphe 1er, la référence à l'article 7 doit être remplacée par la référence à l'article 8.

Par ailleurs, mieux vaut écrire "... telles qu'elles sont définies au § 2 ...", plutôt que "... telles qu'elles sont définies au paragraphe 2 du présent article".

Article 12.

Le fonctionnaire délégué propose la mise à jour suivante.

"En ce qui concerne l'article 12, il y a lieu de l'adapter comme suit en vertu de l'arrêté royal du 28 octobre 1996 :

"Art. 12. § 1er. Les autres boissons fermentées ...

- boissons non mousseuses :
 - droit d'accise : 0 BEF
 - droit d'accise spécial : 1.900 BEF
- boissons mousseuses :
 - droit d'accise : 0 BEF
 - droit d'accise spécial : 6.500 BEF

§ 2. Le volume ...

.../...

§ 3. Un taux d'accise de 0 BEF et un taux d'accise spécial de 600 BEF sont appliqués à tout type d'autres boissons fermentées mousseuses ou non, dont le titre alcoométrique n'excède pas 8,5 % vol."".

Le Conseil d'Etat ne formule aucune observation à cet égard en ce qui concerne le texte français. Par contre, le texte néerlandais du paragraphe 3 devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 15.

Le fonctionnaire délégué propose la mise à jour suivante :

"En ce qui concerne l'article 15, il y a lieu de l'adapter comme suit en vertu de l'arrêté royal du 28 octobre 1996 :

"Art. 15. § 1er. Les produits intermédiaires mis à la consommation dans le pays sont soumis à un droit d'accise de 2.700 BEF et à un droit d'accise spécial de 1.300 BEF par hectolitre fini.

§ 2. Les produits intermédiaires mis à la consommation dans le pays qui ont un titre alcoométrique acquis n'excédant pas 15 % vol. sont soumis à un droit d'accise de 1.900 BEF et à un droit d'accise spécial de 1.100 BEF par hectolitre de produit fini.

.../...

§ 3. Les produits intermédiaires ...

a) produits intermédiaires visés au paragraphe 1er :

droit d'accise : 2.700 BEF

droit d'accise spécial : 3.800 BEF

b) produits intermédiaires visés au paragraphe 2 :

droit d'accise : 1.900 BEF

droit d'accise spécial : 4.600 BEF

§ 4. Le volume ...".

Le Conseil d'Etat ne formule aucune observation à cet égard en ce qui concerne le texte français. Par contre, le texte néerlandais du paragraphe 3 devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 16.

Il paraît y avoir une discordance entre le texte néerlandais, troisième tiret, où l'on parle de "drinkbare gedistilleerde dranken" et le texte français correspondant, où il est mentionné seulement "les eaux-de-vie".

.../...

Article 17.

Le fonctionnaire délégué propose la mise à jour suivante :

"En ce qui concerne l'article 17, il y a lieu de l'adapter comme suit en vertu de l'arrêté royal du 27 septembre 1996, publié au Moniteur belge du 28 septembre 1996 :

"Art. 17. L'alcool éthylique ...

droit d'accise : 9.000 BEF

droit d'accise spécial : 58.000 BEF

Ces droits ...

Le volume ...".

Le Conseil d'Etat ne formule aucune observation à cet égard en ce qui concerne le texte français. Le texte néerlandais de l'alinéa 3 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 18.

1. Mieux vaut numéroté la division de la phrase unique de l'article en 1°, 2°, 3°, etc., et subdiviser le point g)(devenant le 7°) en a), b), c), etc.

.../...

2. Au point a) (devenant le 1^o), mieux vaut faire référence au règlement de la Commission des Communautés européennes qui a reconnu les procédés de dénaturation des différents Etats membres.

On remplacera donc les mots "conformément aux procédés nationaux de dénaturation de l'alcool reconnus par la Commission des Communautés européennes", par les mots "conformément aux procédés de dénaturation décrits à l'annexe du règlement (CEE) n° 3199/93 de la Commission des Communautés européennes du 22 novembre 1993 relatif à la reconnaissance mutuelle des procédés pour la dénaturation complète de l'alcool en vue de l'exonération du droit d'accise".

3. D'autre part, il convient de préciser la date de la loi relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise, qui est encore actuellement à l'état de projet et qui devra être adoptée avant le présent avant-projet. La même observation vaut pour les articles 19 et 31.

4. Au point d) (devenant le 4^o), la référence à la directive 65/65/CEE doit se faire en reprenant la date et l'intitulé complet de celle-ci (1).

(1) Directive (65/65/CEE) du Conseil des Communautés européennes du 26 janvier 1965 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives, relatives aux spécialités pharmaceutiques.

Article 19.

1. Le texte en projet tend à permettre "l'application correcte et claire" de certaines exonérations. Il est inspiré, selon l'exposé des motifs, de l'article 27 de la directive 92/83/CEE. C'est pourquoi, il y a lieu de s'en tenir à la terminologie utilisée dans ladite directive, comme en convient le fonctionnaire délégué, et de viser l'application "directe" de ces exonérations.

2. Les pouvoirs donnés au ministre des Finances seraient juridiquement admissibles s'ils étaient limités à l'énumération des mesures visées dans la deuxième phrase. L'adverbe "notamment" doit, dès lors, être supprimé.

3. Quant à la mesure envisagée dans la dernière phrase (notée "deuxième alinéa" dans l'exposé des motifs), qui autorise un remboursement a posteriori, son importance est telle qu'il appartient au Roi (et non au ministre) d'en décider et d'en déterminer le régime juridique.

4. Des observations qui précèdent, il résulte que le texte en projet doit être réécrit.

Sur la base des propositions énoncées par le fonctionnaire délégué, la modification suivante est proposée :

.../...

"Art. 19. Le Roi peut donner effet aux mesures d'exonération prévues au présent chapitre par le remboursement de l'accise acquittée. Il peut déléguer au ministre des Finances le pouvoir de déterminer les formalités applicables à ce remboursement.

En vue d'assurer l'application correcte et directe des exonérations visées à l'article 18 et d'éviter toute fraude, évasion ou abus, le ministre des Finances peut prescrire que l'alcool soit dénaturé au moyen de dénaturants désignés par lui et que certaines utilisations en exonération de l'accise aient lieu dans un entrepôt fiscal au sens de la loi relative ...".

Article 20.

Sauf justification particulière à apporter dans l'exposé des motifs, le Conseil d'Etat considère, eu égard aux termes très généraux qui sont employés au § 2, 1^o et 2^o, que l'adverbe "notamment" qui figure dans le liminaire du paragraphe 2 doit être omis.

D'autre part, le texte devrait être clarifié et l'exposé des motifs complété, afin de faire apparaître quel est le régime exact du retrait du bénéfice de l'exonération (s'agit-il d'une faculté ou d'une mesure automatique ?) et qui a pouvoir de le mettre en oeuvre.

La même observation vaut pour le refus d'une "nouvelle exonération".

.../...

Sous réserve des observations précédentes, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 23.

Les mesures obligatoires énumérées dans le projet de loi, sont de celles qu'il appartient au Roi (et non au ministre), d'arrêter (à l'exception de la fixation du "modèle" du document visé au 3º), comme en convient le fonctionnaire délégué. Le texte doit être adapté en conséquence.

Article 24.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 26.

La phrase introductive du texte néerlandais devrait être rédigée en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

La règle énoncée au 2º est fort sévère, du point de vue de la charge de la preuve.

.../...

Le fonctionnaire délégué propose de la rendre moins rigoureuse, en insérant les mots "occupés par eux" entre le mot "immeubles" et les mots "où une ...".

Cette proposition rend le texte admissible.

Article 27.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 31.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 32.

Le fonctionnaire délégué propose la mise à jour suivante :

"En ce qui concerne l'article 32, compte tenu des arrêtés royaux des 27 septembre 1996 et 28 octobre 1996, il y a lieu de le rédiger comme suit :

.../...

"Art. 32. L'arrêté royal du 29 décembre 1992 concernant la structure et les taux des droits d'accise sur l'alcool et les boissons alcoolisées, modifié par les arrêtés royaux des 21 janvier 1994, 27 septembre 1996 et 28 octobre 1996, est confirmé pour la période pendant laquelle il a été en vigueur".

Le Conseil d'Etat n'a aucune observation à formuler à cet égard.

Article 33.

Le fonctionnaire délégué propose la mise à jour suivante :

"En ce qui concerne l'article 33, compte tenu des arrêtés royaux des 27 septembre 1996 et 28 octobre 1996, il y a lieu de le rédiger comme suit :

"Art. 33. Sont abrogés :

- 1° la loi du 12 février 1937 modifiant le régime fiscal des boissons fermentées mousseuses, modifiée par les lois des 5 janvier 1976, 6 juillet 1978, 22 décembre 1989 et 28 juillet 1992;
- 2° la loi du 15 juillet 1938 relative au régime d'accise des boissons fermentées de fruits, modifiée par les lois des 5 janvier 1976, 6 juillet 1978 et 22 décembre 1989;

.../...

- 3° la loi du 11 mai 1967 relative au régime d'accise de la bière, modifiée par les lois des 16 juin 1973, 6 juillet 1978, 22 décembre 1989 et 20 juillet 1990;
- 4° la loi relative au régime d'accise des alcools, coordonnée le 12 juillet 1978, modifiée par les lois des 21 mai 1985 et 22 décembre 1989;
- 5° l'arrêté royal du 29 décembre 1992 concernant la structure et les taux des droits d'accise sur l'alcool et les boissons alcoolisées, modifiée par les arrêtés royaux des 21 janvier 1994, 27 septembre 1996 et 28 octobre 1996"".

Le Conseil d'Etat n'a aucune observation à formuler à cet égard.

Onderzoek van het ontwerp.Artikel 2.

De verwijzing naar een tekst geschiedt steeds door het memoreren van de aard en de datum ervan en van het opschrift waaronder hij is bekendgemaakt. Artikel 2 zou bijgevolg beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 2. De codes van de gecombineerde nomenclatuur die in deze wet worden gebruikt, verwijzen naar die welke zijn vastgesteld in bijlage I bij verordening (EEG) nr. 2658/87 van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 23 juli 1987 met betrekking tot de tarief- en statistieknomenclatuur en het gemeenschappelijk douanetarief".

Indien er reden is om naar die nomenclatuur te verwijzen zoals zij op 19 oktober 1992 bestond, dient de tekst te worden aangevuld met de woorden : "zoals gewijzigd bij verordening (EEG) nr. 2587/91 van de Commissie van de Europese Gemeenschappen van 26 juli 1991".

Artikel 3.

De bijlage bij richtlijn (76/766/EEG) van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 27 juli 1976 betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de Lid-Staten inzake alcoholtabellen, bevat de volgende definitie van het alcohol-volumegehalte : "Het alcohol-volumegehalte van een mengsel van water en alcohol is de

.../...

verhouding tussen het volume zuivere alcohol bij een temperatuur van 20°C, dat dit mengsel bevat, en het totale volume van het mengsel bij die temperatuur".

Het zou bijgevolg beter zijn te schrijven :

"Art. 3. Voor de toepassing van deze wet wordt onder effectief alcohol-volumegehalte verstaan, de verhouding tussen het volume zuivere alcohol bij een temperatuur van 20°, dat een eindproduct bevat, en het totale volume van dat eindproduct bij die temperatuur".

Artikel 4.

Men schrijve : "... de tot uitvoering ervan vastgestelde bepalingen ...".

Artikel 5.

Met het oog op de bijwerking van het voorontwerp van wet heeft de gemachtigde ambtenaar de volgende toelichting gegeven :

"En ce qui concerne l'article 5, il y a lieu de l'adapter comme suit en vertu de l'arrêté royal du 28 octobre 1996 publié au Moniteur belge du 1er novembre 1996 :

.../...

"Art. 5. § 1er. La bière ...

droit d'accise : 32 BEF

droit d'accise spécial : 37 BEF

§ 2. Les taux visés ...

<u>Production annuelle</u>	<u>Droit d'accise</u>	<u>Droit d'accise spécial</u>
n'excédant pas 12.500 hl	16 BEF	44 BEF
n'excédant pas 25.000 hl	16 BEF	46 BEF
n'excédant pas 50.000 hl	16 BEF	48 BEF
n'excédant pas 75.000 hl	18 BEF	48 BEF
n'excédant pas 200.000 hl	18 BEF	50 BEF"".

De Raad van State maakt geen enkele opmerking daaromtrent.

In paragraaf 3 schrijve men bovendien "totale" in plaats van "globale" en in paragraaf 6, tweede lid "dit hoofdstuk" in plaats van "onderhavig hoofdstuk" en "het eindproduct" in plaats van "het afgewerkt product".

.../...

Artikel 6.

Men schrijve telkens "in licentie" in plaats van "onder licentie". In paragraaf 1 schrijve men "materieel" in plaats van "fysiek" en "gezamenlijk" in plaats van "gezamenlijk". In paragraaf 2 schrijve men aan het slot van de inleidende zin "... kunnen de verlaagde tarieven genieten onder de volgende voorwaarden :".

De bepaling na het eerste streepje zou beter als volgt worden gesteld :

"- de productie in licentie mag slechts een minderheidsaandeel vormen van de gehele productie";

Artikel 7.

Luidens de memorie van toelichting zou de minister "geen aanvullende reglementaire voorwaarden" hoeven vast te stellen op grond van artikel 7, tweede lid, van het wetsontwerp.

De gemachtigde ambtenaar sluit evenwel niet uit dat verordnungsmaatregelen moeten worden genomen, waarvan men niet bij voorbaat kan stellen dat zij slechts bijkomstig zouden zijn.

.../...

Daarom dient de wet de Koning op te dragen de wijze van controle vast te stellen (in voorkomend geval door Hem uitdrukkelijk te machtigen om aan de minister de bevoegdheid voor het regelen van bijkomstige kwesties te regelen).

De opmerking geldt tevens voor de artikelen 10 en 13.

Het tweede lid van artikel 7 zou beter als volgt worden gesteld :

"De Minister van Financiën bepaalt de wijze van controle op de toepassing van deze vrijstelling".

Deze opmerking geldt tevens voor het tweede lid van de artikelen 10 en 13.

Artikel 8.

In paragraaf 1 schrijve men "... als omschreven in § 2", veeleer dan "... als omschreven in paragraaf 2".

Bovendien moet worden geschreven "worden alle producten verstaan" in plaats van "wordt verstaan alle produkten". Eenzelfde opmerking geldt voor paragraaf 2, voor artikel 14.

.../...

Artikel 9.

De gemachtigde ambtenaar stelt voor de tekst als volgt bij te werken :

"En ce qui concerne l'article 9, il y a lieu de l'adapter comme suit en vertu de l'arrêté royal du 28 octobre 1996 :

"Art. 9. § 1er. Les vins ...

- vins tranquilles :

droit d'accise : 0 BEF

droit d'accise spécial : 1.900 BEF

- vins mousseux :

droit d'accise : 0 BEF

droit d'accise spécial : 6.500 BEF

§ 2. Le volume ...

§ 3. Un taux d'accise de 0 BEF et un taux d'accise spéciale de 600 BEF sont appliqués à tout type de vin tranquille et de vin mousseux dont le titre alcoométrique n'excède pas 8,5 % vol."".

De Raad van State maakt geen enkele opmerking daarentrent wat de Franse tekst betreft. In de Nederlandse tekst van § 3 daarentegen schrijven men : "§ 3. Een accijns van 0 fr. en een bijzondere accijns van 600 fr. worden geheven op ...".

.../...

Artikel 11.

In paragraaf 1 moet de verwijzing naar artikel 7 vervangen worden door een verwijzing naar artikel 8.

Bovendien zou het beter zijn te schrijven : ... als omschreven in § 2 ...", veeleer dan "... als omschreven in paragraaf 2 van dit artikel".

Artikel 12.

De gemachtigde ambtenaar stelt voor de tekst bij te werken als volgt :

"En ce qui concerne l'article 12, il y a lieu de l'adapter comme suit en vertu de l'arrêté royal du 28 octobre 1996 :

"Art. 12. § 1er. Les autres boissons fermentées ...

- boissons non mousseuses :

droit d'accise : 0 BEF

droit d'accise spécial : 1.900 BEF

- boissons mousseuses :

droit d'accise : 0 BEF

droit d'accise spécial : 6.500 BEF

§ 2. Le volume ...

.../...

§ 3. Un taux d'accise de 0 BEF et un taux d'accise spécial de 600 BEF sont appliqués à tout type d'autres boissons fermentées mousseuses ou non, dont le titre alcoométrique n'excède pas 8,5 % vol."".

De Raad van State maakt geen enkele opmerking daaromtrent wat de Franse tekst betreft. In de Nederlandse tekst van § 3 daarentegen schrijve men : "§ 3. Een accijns van 0 fr. en een bijzondere accijns van 600 fr. worden geheven op om het even welke ...".

Artikel 15.

De gemachtigde ambtenaar stelt voor de tekst als volgt bij te werken :

"En ce qui concerne l'article 15, il y a lieu de l'adapter comme suit en vertu de l'arrêté royal du 28 octobre 1996 :

"Art. 15. § 1er. Les produits intermédiaires mis à la consommation dans le pays sont soumis à un droit d'accise de 2.700 BEF et à un droit d'accise spécial de 1.300 BEF par hectolitre fini.

§ 2. Les produits intermédiaires mis à la consommation dans le pays qui ont un titre alcoométrique acquis n'excédant pas 15 % vol. sont soumis à un droit d'accise de 1.900 BEF et à un droit d'accise spécial de 1.100 BEF par hectolitre de produit fini.

.../...

§ 3. Les produits intermédiaires ...

a) produits intermédiaires visés au paragraphe 1er :

droit d'accise : 2.700 BEF

droit d'accise spécial : 3.800 BEF

b) produits intermédiaires visés au paragrahe 2 :

droit d'accise : 1.900 BEF

droit d'accise spécial : 4.600 BEF

§ 4. Le volume ...".

De Raad van State maakt geen enkele opmerking daaromtrent wat de Franse tekst betreft.

In de Nederlandse tekst daarentegen schrijve men in § 3 "bedoeld in" in plaats van "bedoeld bij". Dezelfde opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 16.

Het laat zich aanzien dat er een discrepantie is tussen de Nederlandse tekst naast het derde streepje, waar het gaat om "drinkbare gedistilleerde dranken", en de overeenkomstige Franse tekst, waar alleen de rede is van "les eaux-de-vie".

.../...

Artikel 17.

De gemachtigde ambtenaar stelt voor de tekst als volgt bij te werken :

"En ce qui concerne l'article 17, il y a lieu de l'adapter comme suit en vertu de l'arrêté royal du 27 septembre 1996, publié au Moniteur belge du 28 septembre 1996 :

"Art. 17. L'alcool éthylique ...

droit d'accise : 9.000 BEF

droit d'accise spécial : 58.000 BEF

Ces droits ...

Le volume ...".

De Raad van State maakt geen enkele opmerking daaromtrent wat de Franse tekst betreft.

In de Nederlandse tekst van het derde lid schrijven men "een tiende van een percent" in plaats van "een tiende van percent".

Artikel 18.

1. Het zou beter zijn de enige zin van het artikel onder te verdelen in 1º, 2º, 3º, enz., en punt g, dat onderdeel 7º wordt, onder te verdelen in a), b), c), enz.

.../...

2. In punt a), dat onderdeel 1^o wordt, zou het beter zijn te verwijzen naar de verordening van de Commissie van de Europese Gemeenschappen waarbij de procedures voor denaturering van de onderscheiden Lid-Statens erkend zijn.

Derhalve vervange men de woorden "volgens nationale denatureringsprocédés die door de Commissie van de Europese Gemeenschappen werden aanvaard" door de woorden "overeenkomstig de procedures van denaturering omschreven in de bijlage bij verordening (EG) nr. 3199/93 van de Commissie van de Europese Gemeenschappen van 22 november 1993 inzake de wederzijdse erkenning van procedures voor de volledige denaturering van alcohol in verband met de vrijstelling van accijns".

3. Voorts moet de datum worden vermeld van de wet betreffende de algemene regeling voor accijnsproducten, het voorhanden hebben en het verkeer daarvan en de controles daarop, die zich thans nog in de ontwerpfase bevindt en die vóór het onderhavige voorontwerp moet worden aangenomen. Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 19 en 31.

4. In punt d), dat onderdeel 4^o wordt, moet naar richtlijn 65/65/EEG worden verwezen met vermelding van de datum en het volledige opschrift van die richtlijn (1).

(1) Richtlijn 65/65/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 26 januari 1965 betreffende de aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen inzake farmaceutische specialiteiten.

Artikel 19.

1. De ontworpen tekst beoogt "de juiste en duidelijke toepassing" van bepaalde vrijstellingen mogelijk te maken. Volgens de memorie van toelichting is deze tekst ingegeven door artikel 27 van richtlijn 92/83/EEG. Daarom moet de in die richtlijn gebruikte terminologie worden gebezigd en moet worden verwezen naar de "rechtstreekse" toepassing van die vrijstellingen. De gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens.

2. De aan de Minister van Financiën toegekende bevoegdheden zouden juridisch aanvaardbaar zijn indien ze zich beperkten tot een opsomming van de maatregelen bedoeld in de tweede zin. Derhalve moet het bijwoord "inzonderheid" vervallen.

3. De maatregel omschreven in de laatste zin (in de memorie van toelichting "tweede alinea" genoemd), waarbij terugbetaling achteraf wordt toegestaan, is dermate belangrijk dat het aan de Koning (doch niet aan de minister) toekomt om daarover te beslissen en om het rechtsstelsel ervan vast te stellen.

4. Uit de voorgaande opmerkingen vloeit voort dat de ontworpen tekst moet worden herschreven.

Op basis van de door de gemachtigde ambtenaar gedane voorstellen wordt de volgende wijziging voorgesteld :

.../...

"Art. 19. De Koning kan aan de vrijstellingen bedoeld in dit hoofdstuk uitwerking geven door terugbetaling van de reeds betaalde accijns. Hij kan de Minister van Financiën machtigen om de formaliteiten toepasselijk op die terugbetaling vast te stellen.

Teneinde de deugdelijke en rechtstreekse toepassing van de vrijstellingen bedoeld in artikel 18 te waarborgen en fraude, ontwijking of misbruik te voorkomen, kan de Minister van Financiën voorschrijven dat de alcohol moet worden gedenatureerd met door hem vastgestelde denatureringsmiddelen en dat bepaalde aanwendungen met accijns-vrijstelling moeten plaatshebben in een belasting-entrepot in de zin van de wet betreffende ...".

Artikel 20.

Tenzij in de memorie van toelichting een bijzondere verantwoording wordt gegeven, beschouwt de Raad van State, gelet op de zeer algemene bewoordingen van § 2, 1^o en 2^o, dat de bijwoordelijke uitdrukking "onder meer", die voorkomt in de inleidende zin van paragraaf 2, moet vervallen.

Bovendien moet de tekst worden verduidelijkt en moet de memorie van toelichting worden aangevuld teneinde weer te geven hoe de intrekking van de vrijstelling precies geregeld wordt (is het een mogelijkheid of een automatische maatregel ?) en wie gemachtigd is ze uit te voeren.

Dezelfde opmerking geldt voor de weigering van een "nieuwe vrijstelling".

.../...

Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte opmerkingen schrijve men "ten laste van" en niet "te laste van".

Artikel 23.

De verplichte maatregelen opgesomd in het ontwerp van wet behoren tot die welke door de Koning (doch niet door de minister) moeten worden vastgesteld (met uitzondering van de vaststelling van het "model" van het document bedoeld in onderdeel 3°). De gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens. De tekst moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 24.

In § 1, in fine, schrijve men :

"... en accijnzen in de vorm en op de wijze bepaald door de Minister van Financiën".

In § 2 schrijve men :

"§ 2. Van die verplichting worden ontslagen :

- 1° de constructeurs ... niet derwijze zijn opgesteld dat zij rechtstreeks voor de vervaardiging van de in deze wet bedoelde producten kunnen worden gebruikt;"

In § 3 schrijve men : "op de wijze bepaald door" in plaats van "volgens de modaliteiten bepaald door".

.../...

Artikel 26.

In de inleidende zin schrijve men :

"Met de tegen de daders van het strafbare feit gestelde straffen zijn strafbaar :".

De regel omschreven in onderdeel 2° is vrij streng uit het oogpunt van de bewijslast.

De gemachtigde ambtenaar stelt voor deze minder strikt te maken door tussen de woorden "huurders van de" en "gebouwen" de woorden "door hen bewoonde" in te voegen.

Dit voorstel maakt de tekst aanvaardbaar.

Artikel 27.

In het derde lid schrijve men "het strafbare feit" in plaats van "het misdrijf".

In het vierde lid, 1°, schrijve men "om voor de heffing van de rechten te zorgen" in plaats van "om de heffing van de rechten te verzekeren".

.../...

Artikel 31.

Men schrijve : "... het voorhanden hebben en het verkeer ..."

Artikel 32.

De gemachtigde ambtenaar stelt voor de tekst als volgt bij te werken :

"En ce qui concerne l'article 32, compte tenu des arrêtés royaux des 27 septembre 1996 et 28 octobre 1996, il y a lieu de le rédiger comme suit :

"Art. 32. L'arrêté royal du 29 décembre 1992 concernant la structure et les taux des droits d'accise sur l'alcool et les boissons alcoolisées, modifié par les arrêtés royaux des 21 janvier 1994, 27 septembre 1996 et 28 octobre 1996, est confirmé pour la période pendant laquelle il a été en vigueur".

De Raad van State maakt geen enkele opmerking daaromtrent.

Artikel 33.

De gemachtigde ambtenaar stelt voor de tekst als volgt bij te werken :

.../...

"En ce qui concerne l'article 33, compte tenu des arrêtés royaux des 27 septembre 1996 et 28 octobre 1996, il y a lieu de le rédiger comme suit :

"Art. 33. Sont abrogés :

- 1° la loi du 12 février 1937 modifiant le régime fiscal des boissons fermentées mousseuses, modifiée par les lois des 5 janvier 1976, 6 juillet 1978, 22 décembre 1989 et 28 juillet 1992;
- 2° la loi du 15 juillet 1938 relative au régime d'accise des boissons fermentées de fruits, modifiée par les lois des 5 janvier 1976, 6 juillet 1978 et 22 décembre 1989;
- 3° la loi du 11 mai 1967 relative au régime d'accise de la bière, modifiée par les lois des 16 juin 1973, 6 juillet 1978, 22 décembre 1989 et 20 juillet 1990;
- 4° la loi relative au régime d'accise des alcools, coordonnée le 12 juillet 1978, modifiée par les lois des 21 mai 1985 et 22 décembre 1989;
- 5° l'arrêté royal du 29 décembre 1992 concernant la structure et les taux des droits d'accise sur l'alcool et les boissons alcoolisées, modifiée par les arrêtés royaux des 21 janvier 1994, 27 septembre 1996 et 28 octobre 1996"".

De Raad van State maakt geen enkele opmerking daaromtrent.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président,
voorzitter,

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. HANSE,

conseiller d'Etat,
staatsraad,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

P. GOTHOT,

Madame
Mevrouw

J. GIELISSEN,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. J. REGNIER, premier auditeur.
La note du Bureau de coordina-
tion a été rédigée et exposée
par M. L. DETROUX, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. J. REGNIER, eerste
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd op-
gesteld en toegelicht door
de H. L. DETROUX, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.